



HONGRIE

Veille santé et pharmaceutique Hongrie Décembre 2025

Secteur public

Donation d'ovocytes et réforme du système

La Hongrie autorisait déjà la donation d'ovocytes, mais sans rémunération, ce qui limitait fortement le nombre de donneuses. En conséquence, de nombreux couples infertiles se tournaient vers l'étranger, notamment à Brno, donnant naissance à un véritable tourisme de la FIV, malgré le coût élevé des soins (environ 4 600 EUR).

Un projet de loi proposé par le Fidesz prévoit désormais un système anonyme et rémunéré, avec un remboursement équivalent à environ deux fois le salaire minimum. Le projet fixe également un maximum de quatre enfants par donneuse.

Les détails pratiques à finaliser pourraient toutefois retarder le déploiement complet du système, initialement prévu pour janvier 2026.

Depuis la nationalisation des centres de fertilité en 2018, le taux de réussite des traitements est passé de 18 % à 26 %, et le nombre de bébés nés grâce à la FIV a doublé, atteignant environ 3 000 par an. Certaines techniques, comme le dépistage génétique préimplantatoire, ne sont toutefois pas encore disponibles dans le secteur public.

Plafond des cadeaux aux professionnels de santé en 2026

Depuis la réforme du statut des professionnels de santé entrée en vigueur en 2021, il est strictement interdit de donner, recevoir ou solliciter des « hálapénz » (argent en signe de gratitude) dans le système de santé hongrois. La loi considère désormais ce geste comme un délit de corruption, passible de peine de prison tant pour le patient que pour le professionnel de santé.

Toutefois, la législation prévoit une exception limitée : les patients peuvent offrir un cadeau symbolique à leur médecin ou infirmier après les soins. En 2026, avec le salaire minimum fixé à 322 800 HUF (743 EUR) par mois, la valeur maximale autorisée pour un cadeau est de 5 % du salaire minimum, soit 16 140 HUF (37 EUR).

Depuis la réforme, le cadeau doit être offert après les soins. Dans le cas d'un traitement hospitalier prolongé, il est possible d'en offrir tous les deux mois. L'argent reste strictement interdit, tout comme tout avantage en nature ou toute prestation commerciale. La loi permet ainsi aux patients d'exprimer leur gratitude de manière symbolique, tout en prévenant tout risque de corruption dans le système de santé hongrois.

Un sous-financement persistant en Hongrie

Selon les dernières données d'Eurostat et une analyse du GKI, la Hongrie continue d'afficher un niveau de dépenses de santé nettement inférieur à la moyenne de l'Union européenne. En 2023, les États membres de l'UE ont consacré en moyenne 10 % de leur PIB aux dépenses de santé, tandis que ce ratio ne s'élevait qu'à 6,4 % en Hongrie, plaçant le pays parmi les derniers du classement européen.

L'écart est encore plus marqué en valeur absolue. La Hongrie a consacré moins de 13 Mds EUR à la santé en 2023, un montant très inférieur à celui de pays de taille comparable. À titre de comparaison, le Portugal a dépensé près de 27 Mds EUR, tandis que l'Autriche a investi environ 53 Mds EUR dans son système de santé.

Les dépenses de santé par habitant illustrent également ce retard. En 2023, elles s'élevaient à 1 314 EUR en Hongrie, un niveau parmi les plus faibles de l'Union européenne. De plus, entre 2014 et 2023, leur augmentation est restée limitée (+63 %), alors que plusieurs pays d'Europe centrale et orientale ont enregistré un rattrapage beaucoup plus rapide.

Enfin, le faible financement public est largement compensé par les ménages. Environ 30 % des dépenses de santé en Hongrie sont supportées directement par les citoyens, contre moins de 15 % en moyenne dans l'UE. Cette situation souligne une forte dépendance au financement privé et pose la question de l'accessibilité et de l'équité du système de santé hongrois.

Chirurgie : des listes d'attente toujours plus longues en Hongrie

À la fin de 2025, près de 32 700 patients attendaient plus de 60 jours pour une intervention chirurgicale dans le système public hongrois, selon la NEAK. Les prothèses du genou et de la hanche restent les plus concernées, avec respectivement plus de 18 000 et 9 100 patients en attente.

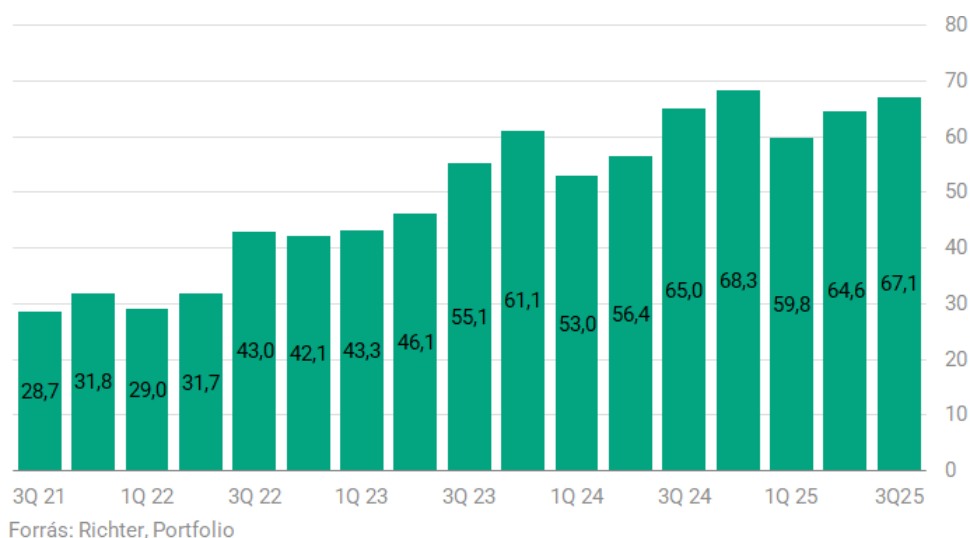
Les délais moyens sont longs : 289 jours pour une prothèse du genou, 136 jours pour une prothèse de la hanche et 45 jours pour une chirurgie de la cataracte, avec parfois des retards supplémentaires de plusieurs mois. Ces chiffres montrent que les listes d'attente continuent de s'allonger, malgré les annonces gouvernementales d'amélioration.

Pharma

Vraylar : un sursis de six mois avant l'arrivée des génériques

La FDA américaine a accordé à AbbVie une prolongation de six mois de l'exclusivité commerciale de Vraylar (cariprazine) aux États-Unis, après avoir jugé conformes les études pédiatriques exigées. Cette exclusivité est désormais valable jusqu'au 17 mars 2030. La cariprazine constitue le produit le plus rentable de Richter, dont la protection devait initialement expirer en 2029. Ce report retarde l'arrivée des génériques et la pression concurrentielle qui y est associée.

La vente de Cariprazine (Mds HUF)



Malgré cette nouvelle, l'action Richter reste en baisse d'environ 8 % depuis le début de l'année, sous-performant le marché hongrois.

Source : Economx, Nouvelle Gazette, HAC, MTI, Index, Telex, Portfolio